

## Le Japon et l'Asie - le danger d'une nouvelle guerre froide

Frank Langdon

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703995ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703995ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Langdon, F. (1999). Le Japon et l'Asie - le danger d'une nouvelle guerre froide. *Études internationales*, 30(1), 93-111. <https://doi.org/10.7202/703995ar>

Résumé de l'article

Le Japon a renoncé à un rôle militaire important au niveau régional en limitant ses forces réduites à la défense exclusive de son territoire. Toutefois, en accueillant des bases militaires américaines sur son territoire et en mettant en application les directives en matière de coopération de défense avec les États-Unis, le Japon sera peut-être impliqué dans un conflit ou une crise à propos de Taiwan entre les États-Unis et la Chine. Un tel scénario remettrait en cause le rôle du Japon comme partenaire économique indispensable pour ses voisins aux titres des investissements, du commerce et de l'aide économique. Le torrent de critiques récentes adressées envers le Japon au sujet de la gestion de ses problèmes économiques a noyé le fait que le Japon finance généreusement ses voisins. Malgré le regain de tensions au sujet de la Corée du Nord, le problème le plus sérieux pour le Japon demeure probablement le déclenchement d'une guerre froide avec la Chine par les États-Unis, qui sont poussés en cela par les « faucons » du Congrès.

# Le Japon et l'Asie

## Le danger d'une nouvelle guerre froide

Frank LANGDON\*

**RÉSUMÉ:** Le Japon a renoncé à un rôle militaire important au niveau régional en limitant ses forces réduites à la défense exclusive de son territoire. Toutefois, en accueillant des bases militaires américaines sur son territoire et en mettant en application les directives en matière de coopération de défense avec les États-Unis, le Japon sera peut-être impliqué dans un conflit ou une crise à propos de Taiwan entre les États-Unis et la Chine. Un tel scénario remettrait en cause le rôle du Japon comme partenaire économique indispensable pour ses voisins aux titres des investissements, du commerce et de l'aide économique. Le torrent de critiques récentes adressées envers le Japon au sujet de la gestion de ses problèmes économiques a noyé le fait que le Japon finance généreusement ses voisins. Malgré le regain de tensions au sujet de la Corée du Nord, le problème le plus sérieux pour le Japon demeure probablement le déclenchement d'une guerre froide avec la Chine par les États-Unis, qui sont poussés en cela par les « faucons » du Congrès.

**ABSTRACT:** Japan has abdicated from any important regional military role by restricting its relatively small forces to defence of Japan only. However, by hosting US military bases and by implementing the new Japan-US Defence Cooperation Guidelines, it may become involved in any tension or conflict over Taiwan between the US and China. Such conflict threatens Japan's role as an indispensable economic partner for all of its neighbors with its vast investment capital, trade, and aid. During the tidal wave of foreign criticism of its handling of its own economic problems, overlooked has been Japan's continuing generous loans and credits to its neighbors. Even with renewed tension over North Korea, probably the most serious problem for Japan remains the trend toward a new Cold War with China, led by the US, egged on by its hawks especially in the Congress.

### La menace de guerres froides en Asie de l'Est

Après tant d'années de guerres chaudes et de guerres froides à travers le monde au cours du 20<sup>e</sup> siècle, il n'est pas étonnant que même dans le contexte de paix relative des années 90, certains continuent de chercher un ennemi potentiel pour une nouvelle guerre froide avec les États-Unis, l'unique superpuissance depuis l'écroulement de l'Union soviétique. Au début de la décennie, même le Japon avait été perçu comme candidat potentiel à une telle guerre alors que ce pays était au sommet de sa croissance économique. Depuis le début des années 70, les relations entre le Japon et les États-Unis sont caractérisées par d'importantes frictions commerciales découlant de leur compétition sur le plan économique. Par conséquent, le Japon avait été perçu par

---

\* Professeur à l'Institut de relations internationales de l'Université de Colombie-Britannique, Vancouver, Canada.

certains comme un rival possible dans une nouvelle guerre froide avec les États-Unis. Le comportement régional du Japon dans la première moitié du siècle, marqué par l'agression et l'expansionnisme, ainsi que sa nouvelle puissance économique et financière lui donnaient effectivement l'allure d'un ennemi de taille. On a vu apparaître des romans et des films dépeignant le Japon comme étant une menace économique et militaire<sup>1</sup>. Certains intellectuels et spécialistes en matière de défense commençaient à faire des prédictions sur la possibilité d'un sérieux conflit entre le Japon et les États-Unis<sup>2</sup>.

Pendant, les économies japonaise et américaine ont connu un revirement au début des années 90<sup>3</sup>. Le secteur industriel américain avait alors amorcé un processus de rationalisation et de grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la technologie de l'information. L'économie américaine avait retrouvé sa compétitivité qu'elle croyait avoir perdue au profit du Japon. Les déficits du gouvernement américain ont été réduits et une longue période de croissance sans inflation avait été entamée. Du côté du Japon, c'était le début d'une longue période de stagnation suite à l'effondrement en 1991 de ses marchés boursier et immobilier qui avaient été surévalués. Huit ans plus tard, le système bancaire japonais continue à se débattre avec une dette estimée à 700 milliards de dollars. La crise financière en Asie, qui a connu toute son ampleur à l'été 1997 à la suite de la dévaluation de la devise en Thaïlande, avait en fait débuté avec l'écroulement des marchés boursier et immobilier au Japon. Au début de 1998, le yen avait perdu 44 % de sa valeur contre le dollar en seulement trois ans. Après une contraction de 1.4 % de la croissance économique dans le dernier trimestre de 1997, l'économie du Japon a connu une baisse incroyable de 5.3 % dans les trois premiers mois de 1998, plongeant le pays en récession<sup>4</sup>. Le Japon n'étant plus une menace, ceux aux États-Unis qui cherchaient une nouvelle guerre froide ont donc commencé à tourner leur attention vers la Chine.

1. Michael CRICHTON, *Rising Sun*, New York, Alfred A. Knopf, 1992. Un film a été fait à partir de ce livre. Bill CLANCY, *Debt of Honor*, New York, G. P. Putnam; George FRIEDMAN et Meredith LEBARD, *The Coming War with Japan*, New York, St. Martin's Press, 1991, « ... le Japon doit faire une autre tentative. Il doit essayer de redevenir un empire et dominer l'Ouest-Pacifique et l'Asie de l'Est. Encore une fois, les États-Unis bloquent son chemin... », p. 402.
2. Samuel P. HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1997; HUNTINGTON, « The Coming Battle », *Far Eastern Economic Review*, vol. 160, n° 18, 1<sup>er</sup> mai 1997, p. 36. Voir également les pages 37 à 39 pour une entrevue entre Huntington et Liu Jinghua, Wang Gungwu et Abdurrahman Wahid. La thèse de Huntington, qui traite des conflits entre les cultures japonaise et chinoise et la culture américaine, a plu aux groupes anti-Chinois aux États-Unis et aux groupes anti-Américains en Chine.
3. *Trading Places, How America is Surrendering its Future to Japan and How to Win it Back*, Tokyo, Charles E. Tuttle Company, 1988. Cette publication sur le comportement économique prédateur du Japon est bien connue; elle traite du succès du Japon dans sa compétition avec les industries américaines. Dans les années 90, la situation a encore changé; ce sont maintenant les Américains qui connaissent beaucoup de succès. Washington continue toutefois d'exiger de Tokyo un traitement de faveur pour ses industries automobiles et électroniques.
4. Barrie MCKENNA, « Japan's Stumble Felt Around Globe », *The Globe and Mail (Toronto)*, 13 juin 1998, p. A-1.

En dépit des tensions commerciales et des menaces répétées de sanctions économiques de la part de Washington, il n'y a pas eu chez les Japonais de forts sentiments anti-américains. Mais pour ce qui est du Japon, il semble que ce soit facile d'éveiller des soupçons à son égard, non seulement aux États-Unis mais aussi chez ses voisins asiatiques. Le souvenir de l'agression et de la colonisation japonaise demeure frais dans l'esprit des gens, particulièrement en Chine et en Corée. Le comportement exemplaire du Japon sur la scène internationale au cours de la deuxième moitié du siècle est donc habituellement passé sous silence.

Par conséquent, le caractère formidable des forces militaires japonaises est souvent exagéré par les critiques du Japon, même si son personnel militaire est en fait limité. Ses forces d'autodéfense sont en réalité plus petites que celles de la plupart de ses voisins<sup>5</sup>. Les forces d'autodéfense du Japon ont été conçues pour la défense de ses îles et leur capacité de projection est très limitée. Quant à son soi-disant énorme budget militaire, il ne représente qu'un sixième de celui des États-Unis. L'argent dépensé par le Japon pour son effort militaire se compare aux dépenses de défense de la Grande-Bretagne, de la France ou de l'Allemagne, et les forces japonaises sont moins bien armées<sup>6</sup>. À titre d'exemple, le Japon ne possède pas d'armements nucléaires, de porte-avions ou de bombardiers à longue portée. Les voisins asiatiques du Japon apprécient d'ailleurs sa politique en matière de sécurité qui se limite à l'autodéfense et qui cherche à éviter la participation dans les guerres régionales.

La politique japonaise de coopération économique avec ses voisins au cours des 50 dernières années revêt un caractère plus important que ses activités militaires durant cette même période. Le Japon a tenté d'établir des liens d'amitié solides avec ses voisins en contribuant à leur développement économique et en tentant d'y promouvoir le commerce et les investissements. Les sommes importantes versées par le Japon pour favoriser le développement économique de l'Asie, et plus particulièrement de la Chine, ont pour objectif de compenser, dans une certaine mesure, la souffrance que le Japon a causée à ces pays au début du siècle.

Toutefois, une nouvelle menace fait surface, celle de la possibilité d'une nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine à la fin des années 90 ou au début du prochain millénaire. Heureusement, ces deux gouvernements ont fait des efforts considérables en 1997 et 1998 pour améliorer leurs relations, et ce, malgré les opinions hostiles de groupes importants dans les deux pays. L'éventualité d'une telle guerre froide serait particulièrement perturbante pour le Japon, en raison de ses liens étroits avec les États-Unis et de son effort assidu de tenter d'établir une relation de coopération solide avec la Chine.

---

5. Le personnel militaire en 1996 (en milliers): Japon : 235.5 ; Chine : 2,935.0 ; Corée du Nord : 1,054.0 ; Corée du Sud : 660.0 ; Taiwan : 376.0 ; Russie (Extrême-Orient) : 240.0 (1994) ; Viêt-nam : 572.0 ; Indonésie : 299.2. Les forces armées des autres pays de l'Asie du Sud-Est sont moins nombreuses. Voir *Military Balance 97/98*, publié par le International Institute of Strategic Studies à Londres.

6. Voir *Military Balance 97/98* pour une étude comparative des dépenses militaires.

Dans les années 50 et 60, les États-Unis et la Chine ont été en guerre l'un contre l'autre au sujet de Taiwan et de la Corée. Par la suite, le président Nixon s'est rendu à Beijing en 1971, avec l'objectif d'établir une relation de coopération amicale avec la Chine et contre l'Union soviétique. Cependant, de sérieuses tensions persistent entre Beijing et Washington à propos de l'autonomie de Taiwan.

## **I – Les relations de sécurité entre le Japon, la Chine et les États-Unis**

Durant la guerre froide, le Japon était très dépendant de l'assistance économique américaine. Washington, étant coupé de son marché traditionnel qu'était la Chine, a ouvert son économie et celle de ses alliés au commerce et aux investissements japonais. Les entreprises américaines ont partagé de façon généreuse leur technologie avec les nouvelles industries japonaises qui étaient particulièrement efficaces. Le régime libéral de libre-échange, qui avait été mis en place par Washington dans le monde non communiste au début de la guerre froide, a permis au Japon de se rattraper et de s'intégrer fermement aux économies américaine et mondiale. À ce jour, l'élite conservatrice au Japon continue de travailler fort pour maintenir l'économie de son pays dans ce positionnement très rentable.

Dans les années 40 et 50, le premier ministre du Japon, Yoshida, a refusé d'emboîter le pas aux autres alliés américains en se réarmant, malgré la menace soviétique et sa dépendance économique à l'égard des États-Unis. Il voulait concentrer tous les efforts du Japon sur la reconstruction économique du pays. Le Japon a consenti à participer de façon limitée à sa propre défense territoriale en échange de la protection militaire américaine. Il a également permis aux forces militaires américaines de s'installer sur son territoire afin de protéger le Japon, la Corée du Sud et Taiwan, tâche qui avait été assumée par le Japon jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, le Japon demeure toujours réticent à entreprendre des responsabilités en matière de sécurité au-delà de son propre territoire. Ce comportement qui consiste à éviter un rôle militaire rappelle celui des États-Unis et de la Grande-Bretagne avant la Seconde Guerre mondiale. Le consensus au Japon qui vise à concentrer les efforts sur l'économie et à éviter de jouer un rôle militaire dans la région, demeure ferme aujourd'hui. Cependant, les avantages découlant de l'accès du Japon au marché américain sont suffisamment importants pour l'inciter à faire certains compromis sur le plan militaire afin de réduire les tensions commerciales avec les États-Unis et d'éviter de se faire imposer des sanctions économiques. C'est ce qui s'est produit, semble-t-il, lorsque le premier ministre Hashimoto a donné son accord en 1996 et 1997 aux nouvelles lignes directrices nippo-américaines en matière de défense (*Japan-us Defence Guidelines*).

Après le début de la guerre de Corée en 1950, qui a fini par impliquer la Chine et l'Amérique, les États-Unis ont décidé d'étendre leur politique d'endiguement aux régimes communistes en Asie. Washington a signé des traités de sécurité avec le Japon, la Chine (au sujet de Taiwan), et éventuelle-

ment la Corée du Sud quand la guerre a pris fin en 1953. Taiwan et la Corée du Sud, ayant hérité du système d'éducation et de communication du Japon du fait de leur appartenance à ce pays avant la guerre du Pacifique, ont été eux aussi à l'avant-garde du développement économique rapide en Asie de l'Est, et ont élaboré certaines de leurs institutions selon le modèle japonais. Avec le temps, ces pays ont également adopté des pratiques politiques plus démocratiques. Le Japon, Taiwan, et la Corée du Sud continuent de bénéficier du commerce et des investissements américains.

Aujourd'hui, la grande influence politique que les États-Unis exercent en Asie relève largement de leur rôle en matière de sécurité et de développement économique à l'égard de ces trois pays. Leur rôle en Chine devient également de plus en plus important. Dans de telles circonstances, la marge de manœuvre du Japon sur la scène internationale est limitée ; il doit accorder la priorité au maintien d'une bonne coopération économique avec les États-Unis, et il doit éviter de s'impliquer dans les conflits régionaux. Ainsi, les États-Unis exercent maintenant à plusieurs égards une influence régionale qui rappelle celle que le Japon exerçait avant la guerre du Pacifique.

## II – Le problème de Taiwan

Quand le président Nixon a commencé à revoir la politique d'endiguement de la Chine en 1972, le Japon et les États-Unis ont pu reprendre leurs relations commerciales et économiques avec ce pays. À la fin de la décennie, Tokyo et Washington avaient décidé de reconnaître le gouvernement à Beijing comme étant celui qui représentait la « Chine », retirant ainsi leur reconnaissance diplomatique de Taiwan. Les États-Unis ont dû abroger leur traité de sécurité avec le gouvernement de Taiwan. En 1982, le président Reagan a promis à Beijing qu'il n'augmenterait pas l'assistance militaire américaine à Taiwan, mais a prévenu Beijing de ne pas utiliser la force pour tenter de réunir Taiwan avec la Chine continentale. Beijing a rejeté toute limitation à sa politique à l'égard de Taiwan. Le Congrès américain, en opposition à la Maison-Blanche, a promulgué le *Taiwan Relations Act of 1979*, affirmant que les États-Unis devaient maintenir leur capacité de « résister à tout recours à la force ou autres formes de coercition » envers Taiwan<sup>7</sup>. Cette loi indique que les États-Unis doivent « fournir des armes de nature défensive à Taiwan », ce qui contredit les dispositions du communiqué sino-américain de 1982 selon lequel les États-Unis « auraient l'intention de réduire graduellement les ventes d'armements à Taiwan, dans le but d'en arriver à une résolution finale ».

Bien que les forces du Japon ne soient pas intégrées à une alliance militaire régionale semblable à l'OTAN, le traité de sécurité nippo-américain fait partie intégrante des opérations américaines en Asie de l'Est. Tout comme les alliés européens, le Japon fournit d'importants services de logistique aux États-Unis, et a permis l'établissement de forces américaines sur son territoire.

7. Susan V. LAWRENCE, « Magic Words, Why Clinton Said Yes to the Three No's », *Far Eastern Economic Review*, vol. 161, n° 29, 16 juillet 1998, p. 18.

L'appui du Japon à la stratégie américaine en Asie de l'Est et dans la région est d'une importance capitale. Par conséquent, Tokyo a une responsabilité considérable quant au comportement des États-Unis dans la région, même s'il n'est pas en mesure de l'influencer.

En 1996 et 1997, la Chine a provoqué de la tension dans la région lorsqu'elle a effectué des exercices militaires près de Taiwan, incluant le lancement de missiles. Il s'agissait d'une tentative d'influencer les premières élections présidentielles de Taiwan, et plus tard, les élections parlementaires. Beijing espérait décourager ceux à Taiwan qui voulaient l'indépendance, tels que le parti d'opposition *Democratic Progressive Party*. Ces partisans de l'indépendance, de plus en plus populaires et bénéficiant d'un soutien considérable au sein du Congrès américain, croyaient que les États-Unis les protégeraient contre toute tentative chinoise de reprendre le contrôle de l'île par la force. Cela rendait aussi plus probable l'implication à la fois du Japon et de la Chine dans toutes hostilités au sujet de Taiwan.

Lorsque la Chine a effectué ses exercices militaires, la Maison-Blanche a envoyé deux porte-avions nucléaires dans les détroits de Taiwan. L'assistant du secrétaire d'État américain pour l'Asie de l'Est avait dit que cet envoi visait à empêcher une intensification des hostilités de la part de la Chine, et à rassurer les pays asiatiques que les États-Unis étaient prêts à jouer un rôle stabilisateur dans la région<sup>8</sup>. William Kristol, un critique sur la Chine de l'hebdomadaire *Standard* publié à Washington, a affirmé que ce pays était la « principale menace » au nouvel ordre mondial, et son invocation de slogans du temps de la guerre froide en ferait une superpuissance isolée sur la scène internationale<sup>9</sup>.

La journée avant l'envoi des porte-avions, les congressistes et les sénateurs américains avaient adopté une résolution, sans force obligatoire, poussant le président à défendre Taiwan contre toute « invasion, attaque de missiles ou blocus ». Un des deux navires envoyés par les États-Unis provenait de la base navale de Yokosuka juste au sud de Tokyo. Le secrétaire général du parti au pouvoir, le PLD (*Liberal Democratic Party*), avait affirmé que le déploiement des navires était une démonstration efficace de la volonté américaine d'en arriver à une résolution pacifique des différends entre Taiwan et la Chine, sans recours à l'utilisation de la force militaire<sup>10</sup>.

Les autorités militaires américaines ont toujours pris pour acquis le fait que le Japon, en vertu du traité de sécurité, continuerait à fournir un appui d'arrière-plan à leurs opérations militaires, comme il l'avait fait durant les

8. Nayan CHANDA, « Collateral Damage, Missile Tests Rally Americans Against China », *Far Eastern Economic Review*, vol. 159, n° 13, 28 mars 1996, p. 16.

9. Doug BEREUTER, « U.S.-China Relations: Looking Beyond MFN », commentaires faits au Brookings Institution : <http://www.house.gov/international-relations/ap/brooking.htm>. Discours présenté par le président du sous-comité sur l'Asie et le Pacifique, Chambre de représentants des États-Unis.

10. KATO Koichi, « View from the North Pacific », *Far Eastern Economic Review*, vol. 159, n° 33, août 1996, p. 28.

guerres de Corée et du Vietnam. Cependant, certains parlementaires japonais ont affirmé que le fait de fournir des services aux forces américaines engagées dans des opérations de combat, ou sur le point de l'être, entraînait en contradiction avec l'article 9 de la constitution du Japon qui interdit sa participation dans des opérations militaires offensives.

En 1995, à peu près au moment de l'accroissement de la tension dans les détroits de Taiwan, une jeune fille japonaise avait été violée par des membres de la marine américaine en poste à Okinawa. Cet événement a provoqué beaucoup de protestation chez les citoyens de la communauté, qui ont demandé que les forces étrangères soient retirées de leur territoire. L'importance de la présence de la marine américaine, dans le cadre de la stratégie militaire des États-Unis en Asie de l'Est, fut l'objet d'un débat vigoureux<sup>11</sup>. Le PLD a continué à appuyer la stratégie américaine, tout en tentant de trouver quelques compromis afin d'apaiser les résidents. La question n'est toutefois toujours pas réglée, comme en témoigne l'opinion émise en 1998 par l'ancien premier ministre du Japon, Hosokawa Morihiro, affirmant que la présence de la marine américaine n'est plus nécessaire<sup>12</sup>. Si un gouvernement japonais moins coopératif devait insister sur le retrait des forces navales américaines, cela pourrait compromettre la stabilité de l'alliance entre les deux pays et mettre en question la stratégie militaire américaine en Asie de l'Est.

En 1996, le président Clinton a finalement fait une visite officielle au Japon, dont le but principal était de consolider l'alliance militaire entre les deux pays. Cela coïncidait avec le moment où le premier ministre Hashimoto devenait plus populaire chez les Japonais, parce qu'il n'avait pas cédé à la demande des États-Unis d'avoir une part garantie du marché japonais des puces électroniques. Cela constituait un exemple de commerce contrôlé et allait à l'encontre des règles de libre-échange mondial normalement préconisées par les États-Unis. Poussé par certaines gens d'affaires protectionnistes et leurs alliés au Congrès, l'exécutif américain dévie souvent de son rôle international de promoteur du libre-échange afin de s'adonner à un peu de « Japan-bashing ». Au grand soulagement du premier ministre Hashimoto, Clinton n'a pas soulevé l'éternelle question des conflits commerciaux lors de son passage à Tokyo. Le président était davantage préoccupé par le maintien de la coopération militaire régionale avec le Japon. Hashimoto, qui semblait bien prêt à coopérer sur les questions de sécurité, a signé avec le président une déclaration commune affirmant à nouveau leur engagement solide à la sécurité régionale et donnant leur accord pour mettre à jour les *Guidelines for us-Japan Defence Cooperation*.

11. Chalmers JOHNSON et E. B. KEEHN, « East Asian Security, the Pentagon's Ossified Strategy », *Foreign Affairs*, vol. 74, n° 4, juillet-août 1995, pp. 103-114. Le professeur Johnson soutient que seule une présence navale est requise au Japon. Le professeur Nye, ancien sous-secrétaire de la Défense, appuie fortement la stratégie américaine actuelle. Joseph S. NYE, Jr., « East Asian Security, the Case for Deep Engagement », même numéro de *Foreign Affairs*, pp. 90-102.
12. HOSOKAWA Morihiro, « Are U.S. Troops in Japan Needed? Reforming the Alliance », *Foreign Affairs*, vol. 77, n° 4, juillet-août 1998, pp. 2-5.

La priorité accordée par le président à la sécurité régionale semblait signaler un retour à une politique asiatique davantage axée sur la stabilité. Le président s'affairait à réparer les relations politiques et militaires entre les États-Unis et le Japon, et il prévoyait en faire autant avec la Chine. Le recours aux menaces et aux sanctions pour régler les conflits commerciaux – et dans le cas de la Chine, le conflit avec Taiwan et les questions de la prolifération des armes et des droits de la personne – devint moins fréquent.

Les nouvelles lignes directrices nippo-américaines en matière de sécurité de 1997 précisent désormais qu'il y aura coopération dans des « situations à proximité du Japon ». L'exemple qui a suscité le plus de débat est la participation du Japon dans les opérations de dragage de mines lors de situations d'urgence. On peut penser que le Japon pourrait être impliqué dans une attaque si une telle assistance était donnée lorsque les États-Unis tentaient de détruire un blocus chinois autour de Taiwan, ou lors d'un atterrissage en Corée du Nord si la guerre devait reprendre. Des tensions persistent entre la Corée du Nord et la Corée du Sud où des troupes américaines sont en poste afin de servir de force de dissuasion contre le Nord. Bien que le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis aient établi un accord avec la Corée du Nord contre la poursuite de l'armement nucléaire, ce pays continue de développer des missiles à longue portée. Récemment, la Corée du Nord a provoqué les pays dans la région lorsqu'elle a effectué des tests de missiles près du Japon, ce qui n'est pas sans rappeler le comportement de la Chine à l'égard de Taiwan. De tels missiles seront peut-être un jour en mesure de transporter des ogives nucléaires ou biologiques.

Le Japon et les États-Unis ont envoyé des haut fonctionnaires à Beijing pour tenter de convaincre la Chine que les nouvelles lignes directrices nippo-américaines n'étaient pas dirigées contre elle. Le Pentagone espérait même que les trois pays pourraient établir ensemble un dialogue afin de discuter des questions de sécurité, mais le ministre chinois des Affaires étrangères a rejeté cette proposition. Cependant, il y avait déjà des réunions bilatérales qui se tenaient entre le Japon et la Chine et entre les États-Unis et la Chine.

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères avait alors affirmé : « Tout geste se rapportant directement ou indirectement au détroit de Taiwan dans le cadre de la coopération militaire nippo-américaine constituerait de l'ingérence dans les affaires de la Chine et une violation de sa souveraineté. Cela est inacceptable pour le gouvernement chinois<sup>13</sup>. » Ni les États-Unis, ni le Japon n'étaient prêts à confirmer ou à nier que les lignes directrices incluaient le détroit de Taiwan. Cependant, le Japon fut dans l'embarras lorsque son secrétaire en chef du cabinet, Seiroku Kajiyama, avec son franc-parler habituel, a dit qu'il pensait que les lignes directrices s'appliqueraient à Taiwan<sup>14</sup>.

13. Nigel HOLLOWAY et Peter LANDERS, « Ménage à trois ? », *Far Eastern Economic Review*, vol. 160, n° 40, 9 octobre 1997, p. 27.

14. Peter LANDERS, « Yes Men », *Far Eastern Economic Review*, vol. 160, n° 39, 25 septembre 1997, p. 26.

Les publications coréennes étaient critiques à l'égard d'un rôle militaire accru pour le Japon sur la scène régionale. Certains pays de l'Asie du Sud-Est ont interprété les lignes directrices comme étant une nouvelle sorte de politique d'endiguement. Dans le *Straits Times*, publié à Singapour, on indiquait que les *Guidelines* assuraient une présence régionale américaine qui renforcerait la stabilité dans la région<sup>15</sup>. Mais le ministre senior de Singapour, Lee Kwan Yew, a affirmé que l'Asie du Sud-Est n'appuierait pas les États-Unis s'ils intervenaient entre la Chine et Taiwan.

Heureusement, les relations entre ces trois grandes puissances se sont améliorées quelque peu depuis cette époque de tensions au sujet de Taiwan. Le président Clinton et la Chine dirigée par Jiang Zemin ont tenté d'améliorer leurs relations par le biais de visites officielles réciproques en 1997 et 1998 et le renouvellement d'autres programmes officiels. Les incidents survenus dans les détroits de Taiwan démontrent toutefois la nature explosive des questions de sécurité qui peuvent rapidement s'envenimer même dans une région relativement stable comme l'Asie de l'Est.

### III – La visite de Clinton en Chine en 1998

La visite de Clinton en Chine à la fin de juin et début de juillet 1998 a contribué à une amélioration considérable des relations entre les États-Unis et la Chine. La visite a donné du prestige au régime de Jiang qui semblait de plus en plus confiant. En échange, Jiang a permis à Clinton de s'adresser directement au public chinois, par le biais de la radio et de la télévision, afin de promouvoir les droits de la personne et de critiquer la répression mortelle en 1989 de manifestants sur la Place Tianan'men à Beijing<sup>16</sup>. Les médias américains ont commencé à publier des reportages plus objectifs à propos de la Chine, décrivant les gains que les Chinois avaient faits dans les domaines de la liberté et des droits de la personne. Il va sans dire qu'une relation de coopération pacifique avec la Chine, que le président a qualifié de « partenariat stratégique », est d'une grande importance pour la communauté internationale, car elle réduirait la probabilité d'une nouvelle guerre froide avec la Chine. Les menaces à la sécurité sont plus faciles à résoudre dans une ambiance amicale que dans un climat de tension et d'hostilité.

Lors de cette visite, le président a réitéré la politique américaine de longue date d'une seule Chine. Dans le cadre d'une réunion-débat à Shanghai, il a clairement donné son appui à ce que les Chinois appellent « les trois non » : « Nous n'appuyons ni l'indépendance de Taiwan ; ni deux Chine ; ni un Taiwan, une Chine ; et nous sommes contre l'appartenance de Taiwan à des

15. United States Information Agency, « Northeast Asia Peace and Security Network Special Report », 6 octobre 1997, p. 19.

16. Il est important de souligner qu'au moment du massacre sur la Place Tianan'men, Jiang était le chef du Parti communiste à Shanghai, où il a réussi à convaincre les manifestants de mettre fin à leur protestation, sans recourir à la violence.

organisations internationales dont le statut d'État est une condition préalable<sup>17</sup>. » Henry Kissinger, qui avait organisé la détente de 1971, a écrit : « Nous avons besoin d'une formule reconnaissant l'unité de la Chine, qui était le seul point sur lequel la Chine et Taiwan étaient d'accord, sans appuyer la revendication de l'un ou l'autre<sup>18</sup>. » Depuis l'époque de la détente Nixon-Kissinger, les États-Unis s'opposent à l'utilisation de la force contre Taiwan et lui vend des armes défensives.

Les critiques de la Chine et les partisans de l'indépendance de Taiwan interprètent l'absence d'un appui à l'indépendance dans « les trois non » comme étant une opposition à cette indépendance, et non comme une position neutre, telle que dans la déclaration Nixon-Kissinger. Il est difficile de déterminer si la politique américaine par rapport à son engagement envers Taiwan a été modifiée ou clarifiée. Le président de Taiwan, Lee Teng-hui, a dit que Clinton ne devrait pas discuter du tout avec la Chine au sujet de Taiwan. Afin de contrecarrer l'acceptation par le président des « trois non », le Sénat américain avait immédiatement voté à 92 contre 0 en faveur d'une résolution appuyant Taiwan, emboitant le pas à la Chambre des représentants qui avait fait la même chose avec un vote de 411 contre 0 avant le voyage du président. Le rapprochement de Clinton avec la Chine ne peut pas vraiment être comparé à la détente Nixon-Kissinger de 1971, et il semble y avoir une forte opposition au sein du Congrès face à la politique de la Maison-Blanche à l'égard de la Chine. Si la guerre froide de 1949 et 1971 avec la Chine devait se répéter, ce serait très mauvais pour la paix et le prochain millénaire.

Lorsque le président est allé en Chine, il a cédé à la demande de Beijing d'y faire un séjour relativement long – neuf jours – et de ne pas visiter d'autres pays lors du même voyage. Mais le fait de passer à côté de Tokyo a soulevé des craintes au Japon que la nouvelle alliance stratégique avec la Chine pourrait amoindrir l'importance de l'alliance nippo-américaine. Le président a tenté de rassurer le Japon que sa visite en Chine ne pouvait pas être interprétée comme une rebuffade, comme l'avait été le « choc Nixon » en 1971, lorsque le secrétaire d'État Kissinger s'était rendu à Beijing pour des négociations secrètes sans même en informer le Japon. C'est également à cette époque que l'opinion publique japonaise s'est subitement retournée contre les États-Unis, en faveur de la Chine.

Ne pouvant se rendre lui-même à Tokyo et à Séoul, le président Clinton a envoyé son secrétaire d'État, Madeleine Albright, au Japon et son ministre de l'Économie et des Finances Rubin en Corée du Sud afin de rassurer ses alliés et

17. Lawrence, « Magic Words ». Ce n'est que le 25 juin, après son arrivée en Chine, que Clinton a accepté d'affirmer « les trois non » : 1) non à l'indépendance de Taiwan ; 2) non à une Chine, un Taiwan, ou deux Chine ; 3) non à l'admission de Taiwan aux organisations internationales réservées aux États.

18. Richard HALLORAN, « Clinton's China Policy Shift Rattles Region », *Nikkei Weekly*, 20 juillet 1998, p. 14.

les tenir au courant de la situation<sup>19</sup>. La relation économique et militaire des États-Unis avec le Japon demeure pour l'instant plus importante que celle avec la Chine, quoique celle-ci prendra peut-être plus d'importance à l'avenir. La position régionale du Japon est très proche de celle des États-Unis et les deux pays ont intérêt à ce que la question de Taiwan soit résolue de façon pacifique. Une nouvelle guerre avec la Chine – qu'elle soit chaude ou froide – serait un désastre pour le Japon. Il est à souhaiter que la visite du président Clinton aura eu pour effet de calmer quelque peu les ardeurs des groupes américains anti-Chine, et de favoriser une meilleure coopération entre la Chine et les États-Unis sur la résolution des problèmes économiques et politico-militaires en Asie. Cela demeure le meilleur scénario pour un Japon aux prises avec de sérieuses difficultés économiques.

Juste avant la visite de Clinton, les tests nucléaires effectués par l'Inde et le Pakistan ont rendu encore plus fragile le régime de non-prolifération nucléaire qui avait été mis en place à l'instigation des États-Unis avec le soutien des autres puissances nucléaires. Jiang s'est joint à Clinton pour tenter de convaincre le Pakistan de mettre fin aux tests. Une telle coopération entre les États-Unis et la Chine – l'ennemi de l'Inde et l'allié du Pakistan – a été perçue par l'Inde comme un geste inamical, tout comme l'ont été les sanctions américaines à son égard. Le ministère indien des Affaires étrangères a vigoureusement dénoncé le communiqué Clinton-Jiang, qui demandait de mettre fin au développement de missiles en Asie du Sud. Le *Times* de l'Inde a comparé « l'alliance cynique » entre les États-Unis et la Chine au pacte nazi-soviétique de 1939<sup>20</sup>. Le ministre indien de la Défense a affirmé que « l'Amérique ne devrait pas s'attribuer l'autorité de redistribuer les diverses parties de la planète entre ses anciens et ses nouveaux amis<sup>21</sup> ». L'embarras ressenti face à cette situation par les trois plus grandes démocraties en Asie – le Japon, Taiwan et l'Inde – est une indication de l'importance du rapprochement de Clinton avec la Chine.

#### IV – Le rôle du Japon dans la crise financière régionale

Un an après le début de la crise financière asiatique, de nouveaux dirigeants sont à la tête de la Thaïlande, de l'Indonésie, de la Corée du Sud et du Japon. La crise a commencé en juillet 1997 avec la décision de ne plus fixer la valeur de la devise thaï par rapport au dollar américain. Cette décision a provoqué une fuite de capitaux de la plupart des pays de l'Asie du Sud-Est, incluant l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et les Philippines. Au mois d'août, la Thaïlande a fait appel au Fonds monétaire international (FMI) pour recevoir

19. Nicholas D. KRISTOF, « Albright Hugs Wary Tokyo Smarting from Beijing Trip », *New York Times*, 5 juillet 1998, section 1, p. 4 ; FUKUDA Masako, « Clinton, China Fuel Idea of 'Japan Passing' », *Nikkei Weekly*, 29 juin 1998, p. 27.

20. Julian BAUM, Sadanand DHUMA, Peter LANDERS et Deborah LUTTERBECK, « The Crying Game », *Far Eastern Economic Review*, vol. 161, n° 29, 16 juillet 1998, p. 17.

21. Entrevue avec le ministre de la Défense, George Fernandes, *Far Eastern Economic Review*, vol. 161, n° 29, 16 juillet 1998, p. 20.

une assistance. Le vice-premier ministre de la Thaïlande a visité Tokyo pour proposer un refinancement de la dette en yen afin d'éviter les effets d'une appréciation du dollar et l'attraction des taux d'intérêt élevés aux États-Unis. Les pays de l'Asie du Sud-Est, dont les échanges commerciaux dépendaient en grande partie d'emprunts à court terme sur les marchés financiers étrangers, avaient de plus en plus de difficulté à rembourser leurs dettes étrangères en dollars étant donné la dépréciation de leur devise. En 1997, les banques japonaises détenaient le plus important montant de prêts étrangers en Asie de l'Est, avec 119.2 milliards de dollars; les banques allemandes en avaient 42.3 milliards et les banques américaines, seulement 29.4 milliards<sup>22</sup>.

Le Japon a pris l'initiative de mettre sur pied un fonds asiatique afin de soutenir les pays de l'Asie du Sud-Est qui se trouvaient dans une situation désespérée. Les fonctionnaires japonais avaient réussi à rassembler un groupe de donateurs prêts à avancer 17 milliards de dollars à la Thaïlande dans l'espoir d'enrayer la chute de sa devise. La Chine et Hong Kong se sont engagés à fournir 1 milliard de dollars chacun. Au mois de septembre, le Japon a ajouté à ces montants un prêt de 900 millions de dollars avec des conditions de remboursement flexibles. C'était le deuxième plus grand montant en yen que le Japon avait avancé à la Thaïlande. Quand l'Indonésie a connu les mêmes pressions financières que la Thaïlande, la Malaisie a offert 1 milliard de dollars, en dépit de ses propres problèmes financiers qui mettaient de la pression sur son économie<sup>23</sup>.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Robert Rubin, et le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, ont élaboré avec leurs adjoints une stratégie pour tenter de faire face à la crise, lorsqu'ils étaient en route pour la réunion du FMI et de la Banque mondiale à Hong Kong en septembre 1997<sup>24</sup>. Ils ont décidé que les États-Unis seraient en charge de l'assistance apportée par le FMI, et que des conditions sévères seraient imposées pour inciter les pays de l'Asie du Sud-Est à réformer leur système financier selon le modèle anglo-saxon. Lors d'une réunion à Manille, les 18 et 19 novembre, des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales des 14 pays de l'APEC (*Asia Pacific Economic Cooperation*), il fut décidé de mettre de côté le fonds asiatique qui avait été mis sur pied par le Japon. Le Japon a continué sa participation en tant que membre important du FMI, et a continué à accorder à ses voisins des prêts et des crédits. À la fin de la première année de la crise, le FMI avait amassé une réserve de 120 milliards de dollars destinée à la Thaïlande, à l'Indonésie et à la Corée du Sud<sup>25</sup>.

Le Japon n'avait pas envisagé l'imposition de conditions aussi sévères pour la réforme économique des pays qui allaient recevoir des fonds, et le FMI

22. TAKITA Yoichi, « Germany Invests Time in Currency Diplomacy », *Nikkei Weekly*, 9 mars 1998, p. 16.

23. Michael VATIKIOTIS, « Pacific Divide », *Far Eastern Economic Review*, vol. 160, n° 45, 6 novembre 1997, pp. 14-15.

24. Jacob WEISBERG, « Keeping the Boom from Busting », *New York Times Magazine*, 19 juillet 1998, p. 51.

25. Janet GUTTSMAN, « New Challenges Arising for IMF », *Vancouver Sun*, 2 juillet 1998, p. D-3.

ne s'était jamais auparavant impliqué à ce point au niveau de la gestion micro-économique. Le FMI a commis l'erreur de mettre en pratique certaines réformes sans se rendre compte que celles-ci allaient aggraver de façon sérieuse la crise économique en Indonésie. Quand le FMI a exigé la fermeture des banques qui étaient insolvables, le gouvernement indonésien en a fermé 16, mais sans avoir obtenu l'assurance que les autres banques seraient soutenues par le FMI. Ces banques ont donc été assiégées et ont presque été ruinées<sup>26</sup>. Quand l'Indonésie a coupé les subventions aux aliments à la demande du FMI, des émeutes ont éclaté en raison des coûts déjà élevés. Le ministre de l'Économie et des Finances Rubin a tout de même jugé nécessaire de nier que le FMI était responsable de la révolte en Indonésie. Les négociations entre Suharto et le FMI ont échoué à plusieurs reprises, car le président indonésien ne mettait pas en pratique les réformes tel qu'il avait promis de le faire.

Le Japon était très préoccupé par la détérioration des conditions en Indonésie. La stabilité de l'Indonésie était d'une importance stratégique considérable pour la région. De plus, ce pays était l'un des principaux bénéficiaires des investissements, du commerce et de l'assistance économique du Japon. L'Australie et Singapour, qui avaient eux aussi des relations étroites avec l'Indonésie, se sont joints au Japon en réclamant que le FMI fasse preuve de plus de flexibilité à l'égard de Jakarta. Dans l'espoir de soulager la tension, le premier ministre Hashimoto a fini par se rendre en personne à Jakarta au mois de mars 1998 pour s'entretenir avec Suharto. En raison du manque de volonté de la part de Suharto, ou de son inaction face à l'ampleur de la crise économique, le FMI avait donné seulement 3 milliards de dollars à l'Indonésie en date de mars 1998, alors qu'il en avait donné 21.7 milliards à la Thaïlande.

Le vice-premier ministre de la Malaisie, Anwar Ibrahim, s'est rendu à Tokyo au mois de mars pour critiquer les dirigeants japonais de ne pas avoir visité la région afin d'encourager les pays, tel que les Américains l'avaient fait. Les fonctionnaires japonais, étonnés face à de tels propos, ont rappelé que le Japon avait avancé 19 milliards de dollars en fonds d'urgence à la Thaïlande, à l'Indonésie et à la Corée du Sud, ce qui était deux fois le montant accordé par les États-Unis. Durant le mois de mars, la Banque Export-Import du Japon et 14 banques privées japonaises ont prêté 615 millions de dollars aux agences officielles de crédit en Thaïlande afin d'assurer la continuité des échanges commerciaux<sup>27</sup>. En 1998, le Japon a continué à fournir à l'Indonésie et la Thaïlande des centaines de millions de dollars en prêts, dans le but de sauvegarder des emplois, de permettre la poursuite des projets d'infrastructure et de financer les petites entreprises, afin que ces pays puissent continuer à importer des produits à des taux d'intérêt aussi peu élevés que 1 %. Cependant, le montant des investissements directs étrangers en Thaïlande a connu une baisse importante en 1998, de l'ordre de 60 % de la part des entreprises japonaises.

26. Devesh KAPUR, « The IMF : A Cure or a Curse ? », *Foreign Policy*, été 1998, p. 123.

27. *Nikkei Weekly*, « Japan Ex-Im Bank Leads Thai Funding », 23 mars 1998, p. 23.

L'économie de la Corée du Sud est également en crise, et celle-ci est encore plus grande et plus importante que les autres en Asie du Sud-Est. La crise de liquidité n'a eu lieu qu'en novembre 1997, lorsque ce pays a dû demander de l'assistance au FMI afin de pouvoir continuer à faire ses paiements à l'étranger. Le nouveau ministre des Finances, Lim Chang-yuel, avait d'abord demandé de l'aide au Japon et aux États-Unis, mais ceux-ci ont poussé la Corée à s'adresser d'abord au FMI. Le FMI a réussi à amasser un plan de secours international d'un montant de 57 milliards de dollars. Mais quand la réserve coréenne de devises étrangères s'est retrouvée presque à zéro, les États-Unis ont considéré qu'il s'agissait là d'une situation d'urgence. Ce n'est qu'à la veille de Noël que les Américains ont réussi à élaborer un plan de secours pour la devise coréenne, en convainquant les principales banques privées au Japon, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, à Paris et à Bonn de rééchelonner le remboursement de la dette coréenne à l'aide de fonds spéciaux du FMI<sup>28</sup>. Selon les chiffres de 1996, ce sont les banques européennes qui avaient le plus à perdre en Corée avec des prêts de 33.8 milliards de dollars; le Japon en avait 24.3 milliards et les États-Unis, seulement 9.36 milliards.

Les conglomerats coréens, les *chaebols*, ressemblent à ceux du Japon. Les entreprises qui en font partie détiennent des actions d'autres entreprises au sein du même regroupement. De plus, elles se soutiennent mutuellement dans les domaines de la production industrielle, du commerce étranger, des activités bancaires et du marketing, tant au pays qu'à l'étranger. Le nouveau premier ministre de la Chine, Zhu Jungji, souhaite utiliser ce modèle pour modifier et privatiser les grandes entreprises nationales chinoises. Les grandes entreprises coréennes, appuyées par le gouvernement et dépendantes de prêts bancaires dans un marché de capitaux sous-développé, ont poursuivi leur expansion de façon plus agressive même que les conglomerats japonais. Le deuxième plus grand producteur d'acier, le Hanbo Steel Industry Co., a fait un prêt d'un ratio dette-capital de 22 à un. Cette entreprise, qui est en faillite et endettée de 6 milliards de dollars, continue ses opérations comme cela se produirait dans une économie socialiste<sup>29</sup>.

Le rôle du Japon dans l'économie de la Corée du Sud n'est pas limité à l'octroi de prêts bancaires. Plusieurs des pièces essentielles utilisées par les industries de production manufacturière de la Corée proviennent du Japon. Cependant, les exportations japonaises vers la Corée du Sud ont diminué de 40 % dans les derniers mois de 1997 et au début de 1998, en raison d'une restriction de crédit au sein des entreprises coréennes et d'une baisse de la demande. De plus, la récente dépréciation du yen contre le dollar a diminué le coût des exportations japonaises les rendant ainsi plus compétitives par rapport aux exportations de la Corée, ajoutant à ses problèmes de commerce extérieur. Au Japon, les difficultés de ses propres institutions financières obligent les banques à réduire le montant des prêts, tant au pays qu'à l'étranger.

28. WEISBERG, *op. cit.*, p. 55.

29. *Vancouver Sun*, « Bankrupt Hanbo Steel to be Sold to Foreigners », 9 juin 1998, p. D-3.

## V – La crise financière au Japon

En 1996, la production japonaise avait augmenté de 3.9 % et l'économie semblait se remettre d'un long ralentissement. Puisque l'économie semblait s'améliorer, les dirigeants du PLD ont élaboré un budget plus équilibré à la demande du ministère des Finances. Le montant de la dette publique du Japon est le plus élevé de tous les pays développés, et continue d'augmenter avec chaque tentative de stimuler l'économie. Le PLD a adopté une loi visant à réduire les dépenses et à éviter une augmentation du déficit. À l'été 1997, le gouvernement a augmenté de trois à cinq pour cent la taxe de vente sur la valeur ajoutée, qui était déjà impopulaire, dans le but d'augmenter les revenus. Les consommateurs japonais, étonnés par l'augmentation de la taxe de vente, ont fortement coupé dans leurs dépenses, qui représentent une part importante de l'économie du Japon.

À première vue, la vie à Tokyo semble avoir peu changé. Il est possible, donc, que les politiciens et les fonctionnaires ne se soient pas aperçus à quel point les consommateurs étaient inquiets face aux problèmes économiques de leur pays, tels que les diminutions de salaire, l'augmentation du taux de chômage et les faiblesses du système bancaire. Jusqu'à récemment, la pratique des entreprises d'assurer à leurs employés un emploi à vie avait maintenu le nombre de chômeurs à la baisse, mais cette pratique est devenue un fardeau, surtout pour les petites entreprises qui finissent souvent en faillite. Les entreprises japonaises ne peuvent plus se permettre de verser un salaire aux employés qui sont de trop, et certaines ont même commencé à mettre en pratique le système de promotion basée sur le mérite. Au mois de juin 1998, le taux de chômage relativement bas du Japon était passé à 4.3 %, dépassant même celui des États-Unis, qui avait connu une baisse sans précédent pour se situer à 3.9 %<sup>30</sup>.

En novembre, l'échec de la Banque Hokkaido Takushoku et de l'entreprise Yamaichi Securities a donné un autre coup à la confiance des consommateurs. Jamais le ministère des Finances du Japon n'avait laissé des institutions financières aussi importantes faire faillite. Ce faisant, il est possible que le ministère ait cédé aux pressions de l'étranger. Mais pour d'autres types d'entreprises, il continue d'insister sur des fusions afin de venir en aide aux entreprises plus faibles. Les inspecteurs ont également découvert que Yamaichi avait dissimulé des dettes additionnelles totalisant environ 2 milliards de dollars<sup>31</sup>. Certains consommateurs, découragés par des taux d'intérêt très bas et par les scandales entourant les banques, ont acheté des coffres-forts pour garder leur argent à la maison, et d'autres ont commencé à faire affaire avec des banques et entreprises étrangères de courtage en valeurs.

La situation a été aggravée par la publication dans les journaux de reportages sur la corruption et les pots-de-vin au sein des entreprises en courtage de valeurs, des banques, et du ministère des Finances et de la Banque

30. *Financial Times*, « Japan Leaves U.S. Behind as Jobless Rate Climbs », 1<sup>er</sup> juillet 1998, p. 12.

31. YAMAMOTO Yuri, « Yamaichi's Hidden Debt Riles Lenders », *Nikkei Weekly*, 6 juin 1998, p. 10.

du Japon dont la réputation avait toujours été sans faille. Quant aux fonctionnaires, leur réputation était au point le plus bas. Les révélations avaient confirmé les excès dont avaient fait preuve certains fonctionnaires, politiciens et banquiers, qui avaient des obligations les uns envers les autres et s'échangeaient des faveurs. En février 1998, le ministère des Finances a congédié deux hauts fonctionnaires coupables de corruption. Ce congédiement a été suivi du suicide de Shokei Arai, membre du PLD et ancien fonctionnaire au ministère des Finances, quelques heures avant son arrestation, portant ainsi à quatre le nombre de suicides parmi les hauts fonctionnaires en l'espace de quelques mois<sup>32</sup>. Le ministre des Finances Mitsuzuka a remis sa démission afin d'assumer la responsabilité des scandales qui avaient eu lieu au sein de son ministère. Ensuite, le gouverneur de la Banque du Japon a dû être remplacé lorsqu'un de ses employés supérieurs a été arrêté pour avoir donné des renseignements sur le marché et les opérations de la banque centrale à certaines banques commerciales, en échange de soirées de divertissement luxueux en guise de pots-de-vin. Dans les 116 années depuis l'ouverture de la banque centrale, c'était la première fois qu'un de ses employés se faisait arrêter<sup>33</sup>.

Entre 1995 et le printemps de 1998, le yen a perdu presque la moitié de sa valeur, passant de 80 à 140 yen contre le dollar américain. La chute persistante du yen, ajoutée à la contraction de l'économie japonaise, a finalement attiré l'attention de la communauté internationale sur les problèmes financiers du Japon. À une réunion qui a eu lieu à Washington au mois d'avril, les ministres des Finances des pays du G-7, le FMI et la Banque mondiale ont poussé le Japon à stimuler son économie dans l'espoir de soutenir les autres économies de l'Asie de l'Est.

Quand le yen a chuté subitement à 146 contre le dollar au mois de juin, le vice-premier ministre de la Thaïlande a demandé au Japon de faire quelque chose afin de soutenir sa devise et de sauver le reste de l'Asie. De plus, le vice-ministre chinois du Commerce international a affirmé à Reuters: « Jusqu'à présent, le gouvernement chinois tient toujours à ne pas dévaluer le yuan, mais si le yen japonais continue à déprécier, cela mettrait une pression de plus en plus grande sur la Chine<sup>34</sup>. » Cette allusion à une dévaluation de la devise chinoise a fait brandir le spectre d'une deuxième ronde désastreuse de dépréciation des devises de la région, causée par les troubles financiers du Japon.

32. SHIMIZU Yasumasa, « Despite Suicide, Scandal Probe to Continue », *Nikkei Weekly*, 23 février 1998, p. 14. Ce fut un choc, même pour le Japon, lorsque trois hommes d'affaires se sont suicidés ensemble parce que leurs entreprises étaient au bord de la faillite. SAKURAI, Joji « Even Japan Shocked by Triple Suicide », *Vancouver Sun*, 28 février 1998, p. E-3.

33. *Financial Post*, « Outsider to Head Bank of Japan », 17 mars 1998, p. 14, tiré du *Financial Times* de Londres.

34. Craig S. SMITH et Karby LEGGETT, « China Adjusts Rates to Prop up Currencies », *Globe and Mail*, 18 juin 1998, p. B-14, tiré du *Wall Street Journal*.

Suite à l'avertissement donné par la Chine, le secrétaire américain Rubin a retiré son opposition à une intervention pour soutenir le yen<sup>35</sup>. La Réserve fédérale s'est ralliée à la Banque du Japon en achetant des yen et ont ainsi réussi à faire augmenter sa valeur à 133 contre le dollar en date du 19 juin. Quatre jours plus tard à Tokyo, lors d'une réunion des vice-ministres des Finances des pays du G-7 et des économies de l'Asie de l'Est convoquée à la hâte, la Chine et les États-Unis ont été les premiers à exhorter le Japon à rétablir la santé de ses banques et de son économie. Les fonctionnaires japonais ont été offusqués par le comportement arrogant des Chinois, qui agissaient de concert avec les Américains pour critiquer le Japon<sup>36</sup>. Les Japonais étaient embarrassés par de telles critiques et étaient insultés par les prétentions de la Chine lors de cette réunion.

Les Japonais ont également été l'objet de critiques de la part des États-Unis à la réunion des 18 pays de l'APEC sur la libéralisation du commerce, qui a eu lieu à Kuching en Malaysia une journée avant la réunion de Tokyo. Le Japon s'était alors opposé à un accord sur l'ouverture de neuf secteurs industriels dans les domaines de la foresterie et des pêches. Les pays asiatiques ne voulaient pas s'opposer à cet accord – qui était une initiative des États-Unis – parce qu'ils bénéficiaient de l'aide américaine par le biais du FMI. Ils ont probablement été soulagés de pouvoir laisser le Japon assumer la tâche de s'opposer à l'accord et donc de subir les critiques subséquentes de la part des pays occidentaux<sup>37</sup>.

Les milieux ruraux au Japon sont opposés à l'ouverture des industries agricoles et forestières à la compétition étrangère. Le lobby qui représente ces milieux, étant très bien représenté à la Diète japonaise, a une forte influence sur leurs représentants du PLD à la Diète japonaise ainsi que sur les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, et il continue d'exercer une grande influence sur la position de négociation du gouvernement en matière de politique étrangère. Cette même influence a presque fait échouer la ronde finale des négociations historiques sur le commerce mondial en 1993 à cause de l'opposition des milieux ruraux à l'importation du riz.

Cependant, le PLD a subi un recul important aux élections de juillet 1998, en raison d'un taux de participation élevé dans les principaux centres urbains. Le résultat semblait traduire une volonté populaire pour le changement, en opposition à ceux qui voulaient maintenir le statu quo. Le premier ministre Hashimoto a remis sa démission afin d'assumer la responsabilité de la défaite de son parti, même s'il avait été un premier ministre plutôt efficace ; il savait prendre des décisions en matière de politique étrangère où il avait une plus grande marge de manœuvre politique. Toutefois, il avait été incapable d'obtenir l'appui des membres supérieurs de son parti pour ses projets de réforme, car ceux-ci avaient intérêt à maintenir le statu quo dans les secteurs de la

35. WEISBERG, *op. cit.*, pp. 24-26.

36. ISHIKAWA Ichiro, « Japan Faces Dangerous Isolation », *Nikkei Weekly*, 6 juillet 1998, p. 17.

37. ISHIKAWA Ichiro, *ibid.*

fonction publique, de la construction et de l'agriculture. Hashimoto a été remplacé par Keizo Obuchi, le dirigeant de sa faction, qui aura peut-être plus de succès à gagner l'appui des trois autres factions du parti. En dépit de la demande populaire, au Japon et à l'étranger, pour un leadership politique en mesure de résoudre les problèmes financiers et économiques du pays, le système politique actuel du Japon ne permet pas l'émergence d'un tel leadership, à moins qu'il y ait une situation d'urgence particulièrement menaçante. La politique au Japon se résume à un processus lent de prise de décisions où les dirigeants des partis doivent pouvoir compter sur la coopération des fonctionnaires, surtout ceux du ministère des Finances. Si le « Plan total » actuel du parti est mis en œuvre, cela aura pour effet de résoudre de façon graduelle le problème de l'insolvabilité des banques. Une réduction des taxes pourrait stimuler l'économie si les consommateurs recommençaient à dépenser davantage.

La critique adressée au Japon par les États-Unis et la Chine pour son inaction sur le plan financier semble être un autre exemple du nouveau partenariat stratégique avec la Chine préconisé par le président Clinton. Le Japon était déconcerté face à cette pression de la part de ses « partenaires » américains et chinois. L'appui des États-Unis et de la Chine au Pakistan et leurs déclarations communes contre les tests effectués par l'Inde ont également irrité New Delhi. Cependant, les sanctions économiques que les États-Unis ont dû imposer au Pakistan sont une catastrophe pour ce pays.

En raison du montant de ses épargnes et de sa prospérité, le Japon est probablement le pays qui est le moins préoccupé par l'état de son économie. Au premier abord, la vie de la classe moyenne ne semble pas avoir été trop perturbée. Les nécessaires réformes du système bancaire seront pénibles, comme elles l'ont été en Corée, en Thaïlande et en Indonésie. Même en Corée, qui a bien coopéré face aux demandes du FMI, des grèves et boycotts menacent la stabilité de son économie. Au Japon, les dirigeants conservateurs seront peut-être en mesure de résoudre la crise financière sans trop de difficulté. Ils vont certainement essayer.

## **VI – Le rôle régional du Japon**

L'hésitation persistante du Japon à jouer un rôle politique et militaire plus important en Asie de l'Est permet aux États-Unis – et de plus en plus à la Chine – de dominer les affaires politiques internationales de la région. D'un point de vue historique, les États-Unis et la Chine remplissent maintenant le vide politique créé par la défaite du Japon lors de la Seconde Guerre mondiale et par l'incapacité de la Russie de jouer un rôle plus important en Asie.

Le Japon aussi va bénéficier d'une amélioration des relations entre les États-Unis et la Chine. Cette amélioration va contribuer à une meilleure résolution des problèmes de Taiwan et de la Corée du Nord qui touchent le Japon de près. En dépit de son approche discrète aux questions de la sécurité

régionale, le Japon demeure un important partenaire – quoique souvent silencieux – dans le trio Japon-États-Unis-Chine, en raison de la présence des forces américaines sur son territoire et de son appui à la stratégie américaine régionale.

Afin de mieux apprécier l'importance du Japon, il faut rappeler que son économie est environ deux fois plus grande que celle du reste de l'Asie. L'économie japonaise est tellement intégrée à celle de l'Asie et du reste de la planète que sa stabilité est vitale pour l'économie mondiale. Avant la crise, le Japon absorbait un cinquième des exportations en provenance de l'Asie de l'Est, et détient des prêts représentant deux cinquièmes du montant de la dette étrangère de cette région. Un prolongement de la récession japonaise menacerait non seulement ses voisins, mais les pays occidentaux également. Les problèmes actuels du Japon sont en réalité les problèmes de tout le monde. À titre d'exemple, la valeur des devises de pays exportateurs de matières premières tels que le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande connaît d'importantes fluctuations quotidiennes selon l'état de l'économie japonaise. Malgré ses difficultés, le Japon est le pays qui contribue le plus au fonds de soutien du FMI pour les économies asiatiques, et il continue d'octroyer des prêts additionnels et des crédits à la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et la Corée afin d'y favoriser les échanges commerciaux et d'assurer la survie des entreprises. La décision de la Chine de ne pas dévaluer sa devise a été d'une grande contribution au niveau régional, mais ce pays fait maintenant face à des tâches imposantes, telles que la restructuration de ses industries et de son système bancaire qui est très faible, la difficulté de réembaucher un grand nombre de travailleurs, et la poursuite de l'expansion économique malgré le rétrécissement des marchés asiatiques.

Si le Japon, les États-Unis et les autres pays asiatiques sont en mesure de trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes économiques actuels, on peut seulement espérer qu'ils pourront en faire autant lorsqu'il s'agira de résoudre les problèmes de Taiwan ou de la Corée du Nord, qui ont le potentiel de faire éclater une nouvelle crise en matière de sécurité. La crise financière en Asie a frappé comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu en 1997. Les problèmes relatifs à la sécurité pourraient frapper de la même façon. La politique de Clinton, qui consiste à renforcer l'alliance avec le Japon et à obtenir la coopération de la Chine sur les questions de sécurité régionale, crée un meilleur climat politique pour faire face à de nouveaux défis qui pourraient survenir à tout moment. Si le Japon avait à faire un choix entre le rapprochement avec la Chine ou une guerre froide avec ce pays, il choisirait sans doute le rapprochement, avec ou sans l'appui du président américain et du Congrès.